

NOTES SUR LA DIVERSITE ET LA SINGULARITE DES DEVELOPPEMENTS POSSIBLES

Carlos Brandão, Marcelo Proni et Hipólita Siqueira

Introduction

Dans le domaine d'études délimité par l'Ergonomie, le travail et le développement sont des thèmes indissociables. Comme l'affirme Yves Schwartz [12], il est nécessaire de repenser les concepts de travail et de développement, tout comme l'interaction entre ces derniers. Une telle tâche requiert une perspective en même temps méticuleuse, globale, empirique et conceptuellement dynamique. Ce serait une grave erreur d'analyser le travail en tant qu'activité humaine sans se rendre compte que les transformations technologiques, économiques, sociales et politiques redéfinissent les conditions de travail et les possibilités de son émancipation.

D'après Rémy Jean [6], dans le contexte actuel, une implication plus importante des travailleurs dans les mécanismes endogènes de régulation du processus de développement est cruciale, et ce afin de mieux répartir les fruits du progrès et de valoriser le travail comme élément central dans les relations de sociabilité. En d'autres termes, il est nécessaire d'établir des formes publiques de régulation du développement économique et social qui permettent de meilleures conditions de travail et de réalisation personnelle dans les activités entreprises par les travailleurs. De cette façon, le défi des syndicats, en tant qu'acteurs politiques, est la formulation d'un projet de développement qui soit économiquement efficace, durable du point de vue environnement et socialement souhaitable.

En Amérique Latine, le débat sur ce qui constitue le « développement » a suivi d'autres chemins, impliquant d'autres écoles de pensées. Il est certain que dans ces brèves notes, il n'est pas possible de montrer les points de divergences ou de convergences entre la pensée ergonomique et la pensée critique latino-américaine, mais il est facile de constater que ces derniers n'acceptent pas le *mainstream* économique. Il n'est pas possible non plus d'expliquer ici toutes les remises en cause faites sur les approches conventionnelles, comme il ne sera pas possible non plus de citer tous les auteurs ayant contribué à rénover le débat.

Cet article prétend d'une part montrer que le processus de développement possède de multiples dimensions et d'autre part, rétablir le présupposé qu'il est du devoir de l'Etat de définir de manière démocratique la direction de ce processus et de repositionner le travail au centre de la discussion. Le texte cherche, plus particulièrement, à offrir des subsides en ce qui concerne des questions qui émergent lorsqu'on discute sur la diversité et sur la singularité du processus de développement en

Amérique Latine, ayant comme référence l'expérience brésilienne de ces 30 dernières années. Enfin, une réinvention du concept de développement est suggérée afin qu'il soit possible de repositionner le travail au centre des préoccupations qui concernent l'avenir de la nation.

1. Quelques mots sur le développement

Le développement en tant que processus multifacettes d'intense transformation structurelle, provient d'interactions sociales diverses et complexes qui cherchent d'une part à élargir l'horizon des possibilités d'une société déterminée. D'autre part, il doit promouvoir l'activation de ressources matérielles et symboliques ainsi que la mobilisation d'acteurs sociaux et politiques en cherchant à amplifier le champ de l'action collective et en augmentant son autodétermination et sa liberté de décision.

Le développement substantif implique des actions déstabilisantes, une tension, un choix d'alternatives et une construction de trajectoires historiques, avec des horizons temporels de court, moyen et long terme. Cette construction sociale et politique de trajectoires doit être dotée d'interactions organiques qui durent ; renforcer les centres endogènes de décision ; inclure de manière constante des parties croissantes de populations marginalisées ; et s'appuyer sur les principes de la durabilité environnementale. Ainsi, il est fondamental que ce processus de transformation soit promu simultanément dans plusieurs dimensions (productive, sociale, technologique, etc.) et à plusieurs

échelles spatiales (locale, régionale, nationale, mondiale), en renforçant l'autonomie de décision et en développant le rayon d'action de sujets concrets producteurs d'un territoire particulier [3].

L'étude du développement ainsi définie, exige donc une focalisation sur les processus, les structures, l'identification d'agents cruciaux, aussi bien que sur les interactions entre décisions et structures, cherchant à révéler les intérêts concrets en jeu. Parmi ses diverses et importantes contributions, Celso Furtado [4] propose que la discussion du processus commence par chercher à comprendre et à formuler de manière adéquate la question de la destination de l'excédent. Pourquoi certaines sociétés stérilisent-elles leur excédent alors que d'autres réussissent à multiplier leur richesse ? Quelles formes économiques sont érigées, quelle planification institutionnelle est établie, de façon à permettre qu'une société déterminée puisse extrapoler ses besoins momentanés, donner une utilisation non-conjoncturelle à ses faits collectifs, créer des projets qui ne sont pas instantanés et immédiats et pouvoir choisir de nouvelles options ?

A partir de cette discussion sur la rétention/utilisation ou stérilisation de l'excédent naissent des interrogations sur le pouvoir de commandement ouvrant le champ au calcul intertemporel, aux « actes de planification », à la préoccupation d'un horizon temporel allant au-delà du momentané, créant des trajectoires, possibles voies de développement, structurant les choix et alternatives (réponses diverses et pratiques à des problèmes concrets). C'est pourquoi de cela dérive une perspective dans laquelle le développement implique le temps et l'espace, variables cruciales dans la prise de décisions concernant la répartition (intertemporellement, interspatialement ou intersectoriellement) de ressources productives et financières pour multiplier et distribuer l'excédent social.

L'agenda de questions se complexifie. Des facteurs exogènes seraient-ils nécessaires au départ pour créer des forces d'endogénéisation ? Quelle est l'importance du calcul, de la décision et du commandement sociétal sur l'accroissement de l'excédent disponible ? Quelles médiations construire, d'un côté, sur les décisions stratégiques, et de l'autre, sur le comportement et la mentalité classiste ? C'est de cette manière que se structurent les pouvoirs et les hiérarchies qui déterminent les décisions cruciales sur comment maintenir ou redistribuer les fruits du travail social ? S'impose la discussion de la nature de la sphère privée, de sa rationalité ou des mentalités qui y prédominent ; et de la réelle dimension des pouvoirs (public et privé). Discuter du développement revient à demander quels sont les sujets sociopolitiques historiques qui peuvent assumer le protagonisme dans ce processus ?

Plusieurs questions méthodologiques s'imposent, à mesure que la réflexion s'approfondit. Par exemple, comment situer la place spécifique de chaque détermination ? Comment hiérarchiser les facteurs déterminants du cours des événements ? Comment définir les médiations entre les forces qui se modifient au fil du temps et dont les effets se différencient dans l'espace ? Avant tout, le besoin d'apprendre à se confronter à des processus, des dynamiques, des structures, des sujets et des relations est notoire.

Définir de manière adéquate la problématique du complexe processus de développement n'est pas une tâche triviale. Dans cet article, on met en garde contre les risques d'« abstractions scientifiques » qui tentent d'appréhender les phénomènes économiques plus généraux d'une façon distincte de l'action

sociale de sujets concrets, aussi bien que contre les risques d'« historicités », qui n'avancent pas au-delà de simples études au cas par cas.

2. Une approche dictée par la « variété des capitalismes »

Les tentatives de formulations théoriques générales et abstraites sur le processus de développement sont inexpressives. Il faut plonger dans le concret et élaborer une analyse historique afin de capter et d'appréhender les manifestations de phénomènes inhérents au processus de développement capitaliste dans chaque situation réelle, s'appropriant sa spécificité dans un espace-temps déterminé. C'est pourquoi, l'établissement de lois de validité universelle n'a pas de sens en ce qui concerne un processus multidimensionnel et de transformations structurelles qualitatives dont les effets exigent de la part des agents des adaptations constantes aux différentes circonstances et conjonctures. C'est-à-dire, les lois de mouvements et de reproductions ne peuvent être appréhendées que dans leur réalité historico-concrète.

On comprend donc qu'une conceptualisation adéquate du développement (sans qualificants) peut réussir à combattre le positivisme de prédétermination présent dans l'interprétation conservatrice de son processus. Il est nécessaire de combattre cette vision, qui affirme, avec optimisme, un chemin naturel, linéaire et mécanique de diffusion de modernisation capitaliste. Toute construction théorique conservatrice laisse de côté le caractère contingent de la trajectoire et des multiples voies alternatives qui peuvent être construites par des sujets concrets au cours de l'histoire.

Dans les approches abstraites du développement il n'y a pas d'espace analytique pour penser à la position périphérique, complémentaire et subordonnée. Il n'y a pas non plus la possibilité de sauter les étapes prédéfinies (accélérant la marche ou raccourcissant les chemins). Sont à peine analysés la progression graduelle et le dénouement des continuités « vers » un développement souhaitable, avec la possibilité de répétition des cycles accomplis dans d'autres pays.

Pour contrer ces approches, il faut construire les médiations (théoriques et historiques) nécessaires pour pouvoir penser et comparer la variété des capitalismes, s'interrogeant sur la manière dont ils se sont forgés et dont évoluent leurs voies, modèles et styles de développement. Apprendre à investiguer et à réaliser un équilibre adéquat des récurrences, des persistances et des ruptures, et des transformations au long d'un processus historique sans linéarités, en hiérarchisant les multiples déterminations de la réalité concrète.

Ainsi, on part du présupposé selon lequel il n'existe rien que l'on puisse comparer à une trajectoire de convergence conduisant à un type idéal et supérieur de capitalisme. Il y a, au contraire, des divergences et des pluralités de trajectoires. Ce sont la culture, les institutions, la géographie, les structures du pouvoir, les conflits d'intérêts et les décisions prises par des factions à l'intérieur des classes sociales qui doivent être considérés. Le développement est Histoire.

Dans l'approche dont il est ici question, il devient nécessaire de penser et d'appréhender le capitalisme, en même temps au singulier et au pluriel. C'est-à-dire, dans un processus

d'approximations successives, conserver les déterminations générales et simultanément déchiffrer les « situations réelles ». Alimenter de manière récurrente les médiations, hiérarchisant les déterminations et cherchant à dûment équilibrer les facteurs déterminants et conditionnels au cours du mouvement historique concret. Comprendre que tout capitalisme présente des caractéristiques particulières et simultanément explicite des déterminations générales.

Contrairement au *mainstream* économique, la pensée critique latino-américaine n'a jamais cherché à construire une théorie générale et abstraite du développement. A partir de là, d'importantes références sur la façon de « déboguer » et de hiérarchiser les déterminations théoriques et historiques adéquates ont été constituées de manière à appréhender le processus de développement, défini essentiellement comme pluridimensionnel et dynamique. Dans le même raisonnement, d'après Celso Furtado [5], le développement doit être un chemin intentionnel, autonome et démocratiquement conçu, pour l'élargissement des horizons de possibilités.

Récemment, d'importantes contributions se développent à partir d'une littérature hétérodoxe critique de la vision des économistes du *mainstream* qui prêche un sens d'unification et de convergence du système capitaliste, vers une espèce d'économie archétypique et une « monoculture institutionnelle ». Dans ce débat, deux visions s'opposent : i) la première qui défend une tendance inexorable de convergence vers un « modèle optimum » de capitalisme ; et ii) l'autre qui démontre la diversité de structures institutionnelles, la pluralité, l'hétérogénéité et la divergence de formes et de modes d'organisation systémique.

A l'imposition uniformisatrice et homogénéisatrice s'oppose l'interprétation de Peck et Theodore [8, p.772] sur les types émergents de systèmes institutionnels « supermodulés » (dans lesquels le tout est plus important que la somme des parties) et sur la tendance des régimes nationaux non-convergeants (avec « *path dependent evolution* » et des réponses particulières à des problèmes, menaces et pressions similaires). Contre la vision d'une rhétorique imposée « d'hypermondialisation » s'opposent : une étude empirique, théoriquement basée, sur les formes contemporaines distinctes de capitalismes et les particularités locales/régionales de restructuration économique ; la reconnaissance du fait que les structures et les relations économiques sont institutionnellement médiates et possèdent un encadrement social ; et une culture intellectuelle pluraliste, marquée par plusieurs degrés de divergences ou de dissonances avec l'économie néoclassique [8, p.773].

Contrairement à la vision conservatrice qui prône une direction préétablie de la composition uniforme de capitalisme, avec des structures similaires, la réalité démontre qu'il y a une hétéromorphie des expériences historiques. Comme l'explique José Reis [10, p. 98], « *l'évolution des économies n'est pas commandée universellement par les mêmes mécanismes, ce ne sont pas eux qui dominent les entreprises et les produits. Il y a une forte médiation institutionnelle qui fait la différence. Il n'y a pas de « one best way ». Cette propension à la variété peut s'interpréter à partir de l'idée selon laquelle l'ensemble des économies qui commandent l'économie mondiale est composé de plusieurs systèmes sociaux de production – les environnements sociaux et politiques dans lesquels la production, les entreprises et les technologies sont 'incrustées' ».*

On démontre ainsi que (i) le système capitaliste est par nature polymorphique, (ii) qu'il suit différentes trajectoires (voies), (iii) qu'il se caractérise par une constante polarisation dans ses structures et (iv) qu'il présente une opposition réitérée de « styles de développement » qui peuvent être plus ou moins réussis. Il y a une concurrence permanente entre les Etats territoriaux ayant des expériences différenciées de développement, d'où la nécessité d'étude de ses particularités (économiques, institutionnelles, géographiques etc.) et de son mode divers d'organisation dans chaque contexte historique.

3. Développement tronqué et hétérogénéité du travail au Brésil

Au Brésil, la période allant de 1950 à 1980 a été marquée par une intense industrialisation impulsée par des projets du gouvernement fédéral dans la mesure où il a implanté les structures productives et financières nécessaires à l'apparition du progrès économique. Au niveau des projets de développement, l'intention de l'Etat était de surmonter la situation de sous-développement. Cependant, malgré les avancées obtenues, le processus est resté incomplet puisque la dépendance technologique et financière n'a pas été éliminée. La question sociale n'a pas été résolue, bien que la misère rurale ait diminué, des parties significatives de la croissante population urbaine n'ont pas eu accès aux bénéfices du progrès matériel. En outre, la concentration de richesse des centres régionaux plus dynamiques s'est manifestée de manière très forte tout au long de cette période, bien que certaines politiques et actions de l'Etat aient cherché à compenser ou inverser les inégalités régionales.

Le rapide et frénétique processus d'urbanisation, dans un contexte d'absence ou de fragilité des politiques sociales à caractère universel, a aggravé encore plus les problèmes dus à l'hétérogénéité dans les grands centres urbains et dans les régions moins développées. La non-réalisation d'une réforme agraire, l'intensité des flux migratoires et la mobilisation de la population rurale et/ou de régions plus en retard ont fait augmenter l'excédent de main d'œuvre dans les zones urbaines, déterminant la forme de l'organisation du marché du travail [11]. D'un côté, a prédominé le recrutement d'une main d'œuvre sans l'expérience de la discipline du travail salarié, avec de bas salaires. De l'autre, une partie significative de la population économiquement active a cherché sa subsistance dans des activités de faible productivité, dans le secteur dit « informel ».

Ainsi, malgré la consolidation et l'approfondissement de l'industrialisation qui ont fait se développer la participation aux emplois salariés dans l'ensemble de la population active urbaine, la rapidité de tels processus a empêché la structuration des marchés du travail avec des régimes d'emplois relativement homogènes. Ainsi, se sont formés au Brésil des marchés urbains de travail avec une base très large et une intense concurrence, possédant une forte rotation de la main d'œuvre et une hétérogénéité des situations d'emploi avec de bas niveaux et une grande dispersion salariale [1].

Par rapport à la dimension politique de cette organisation spécifique du marché urbain du travail brésilien, il ressort l'implantation d'un régime de gestion de la main d'œuvre largement défavorable aux travailleurs. Malgré la constitution de mécanismes de régulation du travail et la représentation syndicale au long du processus d'industrialisation, ces dimensions ont été caractérisées par la répression de l'action des syndicats et par la mise en place de politiques de contention du salaire

minimum durant la période de la dictature militaire. De plus, la régulation du travail mise en œuvre durant cette période a conféré aux entreprises une grande liberté dans la gestion des embauches, l'utilisation et la rémunération de la main d'œuvre. S'est constitué ainsi un régime qui favorise l'instabilité de l'emploi et la fugacité des contrats de travail, empêchant une grande majorité de travailleurs d'avoir accès aux marchés du travail formalisés [2].

On peut dire que les caractéristiques du style de développement brésilien (en particulier, son instabilité chronique et son hétérogénéité structurelle) ont annihilé l'organisation du travail sur des bases qui pouvaient garantir de meilleures conditions au travail salarié [7]. La flexibilité et la forte rotation se sont donc consolidées, comme caractéristiques de fonctionnement du marché du travail national. La segmentation de ce marché s'est établie au sein d'une forte hétérogénéité occupationnelle, contribuant, à son tour, à une augmentation des inégalités sociales.

Jusqu'à la fin des années 70, les taux de croissance économique élevés déterminés par le processus d'industrialisation et les anticipations d'ascension sociale dans les grands centres urbains ont atténué les conflits causés par les conditions de vie inégales et par l'autoritarisme du régime militaire. Cependant, dans les années 80, avec la crise de la dette externe, le modèle de développement s'est épuisé et la préoccupation du gouvernement fédéral s'est transposée sur l'équilibre de la balance des paiements et le combat contre l'inflation. En revanche, dans ce contexte, divers mouvements sociaux urbains ont émergé et le mouvement syndical s'est renforcé du fait de la lutte contre la corrosion du pouvoir d'achat des salaires et pour la restauration des institutions démocratiques. C'est pourquoi, la

nouvelle Constitution Fédérale, approuvée en 1988, a apporté une série de conquêtes dans le domaine social et en particulier en ce qui concerne les droits du travail.

Dans les années 90, nouvelles orientations et métamorphoses. Les changements sur la scène internationale ont ouvert la possibilité de stabilisation monétaire et ont promis une nouvelle insertion dans l'économie mondiale. Comme dans d'autres pays latino-américains la diffusion des idées néolibérales a légitimé la transformation en ce qui concerne la manière d'agir de l'Etat. La modernisation économique est devenue une prérogative des forces de marché [9].

Du point de vue des travailleurs, en général, les résultats de cette inflexion ont été très négatifs. Il y a eu une nette détérioration des conditions du marché du travail, avec une hausse du chômage, une plus grande insécurité de l'emploi, une augmentation de l'informalité et une réduction des salaires. Simultanément, l'avancée de la restructuration collective a abouti à des changements dans les relations de travail causées par l'introduction de nouvelles méthodes de gestion de production et par des mesures qui rendent plus flexibles les formes d'embauche, l'utilisation et la rémunération des fonctionnaires.

En somme, la décision politique de rediriger la trajectoire de développement et la redéfinition du rôle de l'Etat ont eu des conséquences préjudiciables en ce qui concerne le degré d'intégration de la structure productive domestique, avec de nets impacts sur la déstructuration du marché du travail national. De plus, dans ce contexte de prédominance de la logique financière et des prescriptions néolibérales, il y a eu une forte rétraction du pouvoir de négociation des syndicats.

4. Considérations finales

A l'heure actuelle, les effets de la récente crise économique internationale ne sont toujours pas clairs, mais il est très probable qu'ils vont redonner à l'Etat son rôle de régulateur de l'économie et promoteur du développement. De fait, des réactions de la part de secteurs de la société organisée ont commencé à surgir, défendant l'idée selon laquelle il est nécessaire de « réinventer le développement ».

Au Brésil, la conjoncture économique et politique est favorable à cette réinvention. La thèse selon laquelle la nation doit suivre son propre chemin de développement est revenue à être défendue, en grande partie parce que le débat se fige autour de la gestion des ressources envisageables concernant l'exploitation des gisements de pétrole récemment découverts. Profitant du moment, les centrales syndicales ont cherché à repositionner le travail au centre du débat sur les stratégies de construction d'un nouvel ordre économique et social. Ce n'est pas par hasard si le mouvement syndical a défendu le drapeau du « développement avec distribution de revenus et valorisation du travail ».

Dans un contexte politique démocratique, dans lequel les multiples exigences sociales doivent être prises en compte et les conflits d'intérêts doivent être expliqués, ce n'est pas tâche facile d'arriver à un consensus sur les politiques publiques prioritaires. De toute manière, pour pouvoir créer un environnement de prospérité économique compatible avec la réduction des inégalités sociales et

régionales, il est nécessaire, au moins, d'atteindre deux objectifs : (i) renforcer l'action syndicale et la régulation publique des relations de travail afin de favoriser une structure plus homogène du marché du travail et améliorer les schémas d'emplois ; et (ii) articuler les stratégies de développement local et régional avec une politique nationale de développement, respectant les lignes directrices d'un modèle durable au niveau de l'environnement.

Références bibliographiques

- [1] BALTAR P. E. DE A., 2003, *Salários e preços*, Campinas : Unicamp.IE., (Coleção Teses)
- [2] BARBOSA DE OLIVEIRA C. A., 1998, « Formação do mercado de trabalho no Brasil », dans BARBOSA DE OLIVEIRA C. A., et al. (orgs.), *Economia & trabalho : textos básicos*, Campinas : Unicamp. IE
- [3] BRANDAO C., 2007, *Território e desenvolvimento : as múltiplas escalas entre o local e o global*, Campinas : Editora da Unicamp
- [4] FURTADO C., 1967, *Teoria e política do desenvolvimento econômico*, São Paulo : Abril Cultural
- [5] FURTADO C., 1994, « A superação do subdesenvolvimento », *Revista Economia e Sociedade*, Unicamp. IE, n° 3, pp. 37-42
- [6] JEAN R., 2009, « Alguns elementos para uma abordagem ergológica da relação trabalho – desenvolvimento », *II Jornada da Rede Franco-Lusófona Ergologia, Trabalho e Desenvolvimento*, Belo Horizonte, Brasil, 3 a 7 de Novembro de 2009
- [7] MEDEIROS C. A., de, 1992, *Padrões de industrialização e ajuste estrutural : um estudo comparativo dos regimes salariais em capitalismo tardios*, Campinas : Unicamp. IE, (Tese, doutorado em Economia)
- [8] PECK J., ET THEODORE N., 2007, « Variegated capitalism », *Progress in Human Geography*, vol. 31, n° 6, p.731-772
- [9] PRONI M. W., ET HENRIQUES W., 2003, « Introdução », dans M. PRONI W., ET W. HENRIQUES, (orgs.), *Trabalho, mercado e sociedade : o Brasil nos anos 1990*, São Paulo : Editora da Unesp

[10] REIS J., 2007, *Ensaio de economia impura*, Coimbra : Almedina

[11] SIQUEIRA H., 2009, *Economia metropolitana e mercado de trabalho : um estudo das regiões metropolitanas do Estado de São Paulo*, Brasil, Campinas : Unicamp. IE., (Tese, doutorado em Desenvolvimento Econômico)

[12] SCHWARTZ Y., ADRIANO R., ET FYAD A., 2008, « Revisitar a actividade humana para colocar as questões do desenvolvimento : projecto de uma sinergia franco-lusófona », *Laboreal*, vol. 4, n° 1, pp.10-22